

REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Nbre conseillers
exercice 5

présents 5

votants 5

Procuration 0

Absent 0

exclus 0

De la Commune MONESTROL

Séance du 19/12/2024

L'an deux mille-vingt-quatre, le 19 Décembre à 19 Heures 00

Le Conseil Municipal de cette commune, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, en Mairie, lieu habituel de ses séances, sous la présidence de **Monsieur RIAL Guilhem, Maire**

Etaient présents : MM. RIAL Guilhem, ANTONY Gilbert, SAGNES Pierre, du PERIER François, LLANAS Dominique

Dates

Convocation 12/12/2024

Affichage 23/12/2024

Préfecture 23/12/2024

Monsieur du SAGNES Pierre a été nommé secrétaire de séance

2024-04-02 : Instauration du droit de préemption en Carte Communale sur le territoire de la Commune de Monestrol

Vu le Code Général des collectivités territoriales et notamment l'article L2122-22 15°

Vu le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles L210-1, L211-1 et R211-2 et suivants

Vu la Carte Communale approuvée par délibération **du Conseil Municipal N°2024-02-08 du 5 avril 2024 et arrêté Préfectoral du 6 juin 2024 ;**

Monsieur le Maire expose au Conseil Municipal que :

- L'article L211-1 du Code de l'Urbanisme offre la possibilité aux communes dotées d'une Carte Communale approuvée, « en vue de la réalisation d'un équipement ou d'une opération d'aménagement, d'instituer un droit de préemption dans un ou plusieurs périmètres délimités par la carte. » Pour ce faire, « la délibération précise, pour chaque périmètre, l'équipement ou l'opération projetée. »

- La Commune a décidé d'un projet de restructuration voire relocalisation des équipements communaux avec la construction d'un atelier municipal et d'aménagement d'une aire de stationnement avec des places PMR à proximité. Cela répond à un besoin d'intérêt général et d'accueil des personnes à mobilité réduite.

Le CAUE a assisté la commune dans cette réflexion.

- Le projet entre dans le champ d'application de l'article L 300-1 du code de l'urbanisme permettant l'application du droit de préemption à savoir : réaliser des équipements collectifs et restaurer le patrimoine bâti.

Après réflexion il apparaît que les parcelles feuille 2 :

0A :241 contenance 1a94ca

0A :242 contenance 8a29ca

0A :246 contenance 36ca

0A :247 contenance 1a17ca

0A :249 contenance 33ca

0A :250 contenance 7a88ca

0A :251 contenance 78ca

0A :252 contenance 02ca

0A :253 contenance 15ca

0A :254 contenance 46ca

0A :255 contenance 1a39ca

0A :256 contenance 95ca

0A :257 contenance 26ca

0A :258 contenance 18ca

pourraient être utilisées pour réaliser cette opération et qu'elles pourraient ainsi faire l'objet d'un droit de préemption,

Ces parcelles sont situées en zone constructible de la carte communale susvisée,

Le Conseil Municipal a déjà eu à débattre de cette opération en date du 05/04/2024 et 22/08/2024

Envoyé en préfecture le 23/12/2024

Reçu en préfecture le 23/12/2024

Publié le

ID : 031-213103542-20241219-D2024_04_02-DE

Après avoir entendu l'exposé de Monsieur le Maire, et en avoir délibéré, le Conseil Municipal :

1 - Décide d'instituer le droit de préemption sur les parcelles suivantes :

0A :241 contenance 1a94ca
0A :242 contenance 8a29ca
0A :246 contenance 36ca
0A :247 contenance 1a17ca
0A :249 contenance 33ca
0A :250 contenance 7a88ca
0A :251 contenance 78ca
0A :252 contenance 02ca
0A :253 contenance 15ca
0A :254 contenance 46ca
0A :255 contenance 1a39ca
0A :256 contenance 95ca
0A :257 contenance 26ca
0A :258 contenance 18ca

telle qu'elles figurent au plan annexé à la présente délibération en vue de réaliser les équipements et aménagements mentionnés.

2 - Donne délégation à Monsieur le Maire pour exercer, en tant que de besoin, le droit de préemption urbain conformément à l'article L2122-22 15° du Code Général des Collectivités Territoriales,

3 - Précise que le Maire pourra subdéléguer à un de ses adjoints (article L2122-23) et que les articles L2122-17 et L2122-19 seront applicables ;

4 - Précise que le droit de préemption urbain entrera en vigueur le jour où la présente délibération sera exécutoire, c'est-à-dire aura fait l'objet d'un affichage en mairie pendant un mois et d'une insertion dans deux journaux diffusés dans le département. La date à prendre en considération pour l'affichage en mairie est celle du premier jour où il est effectué.

La présente délibération, définissant le périmètre où s'applique le droit de préemption sur le territoire communal, sera annexée au dossier de carte communale par un arrêté de mise à jour.

En application de l'article R211-3 du code de l'urbanisme, une copie de la délibération et du plan annexé sera transmise sans délai :

- Au Directeur régional des Finances publiques,
- À la Chambre Départementale des Notaires,
- Au Barreau constitué près le Tribunal de Grande Instance de Toulouse,
- Au Greffe du même Tribunal.

Un registre sur lequel seront transcrites toutes les acquisitions réalisées par voie de préemption ainsi que l'utilisation effective de ces biens sera ouvert en Mairie et mis à la disposition du public conformément à l'article L213-13 du Code de l'Urbanisme.

- D'Adresser une ampliation de la présente à Monsieur le Préfet de la Haute Garonne pour le contrôle de sa légalité

**Le Maire,
RIAL Guilhem**



Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Toulouse dans un délai de 2 mois, à compter de la présente publication, par courrier postal (68 rue Raymond IV, BP 7007, 31068 Toulouse Cedex 7 ; Téléphone : 05 62 73 57 57 ; Fax : 05 62 73 57 40) ou par le biais de l'application informatique Télérecours, accessible par le lien suivant : <http://www.telerecours.fr>.